



Des pirates qui font vivre un Etat, des contrebandiers qui mettent en place du microcrédit, des rebelles qui distribuent de l'argent... Dans toute l'Afrique, la frontière entre crime organisé et aide sociale est ténue.

Chaque fois que nous détournons un navire, nous nous approvisionnons en denrées alimentaires. Nous achetons des chèvres pour fournir de la viande et du khat (une herbe narcotique douce que l'on mâche – on prononce 'tchat'). Nous introduisons e l'argent dans l'économie du pays. Comment les peuples survivraient-ils sans cela ? Tous les poissons de nos eaux ont été emportés", explique Abdullah Abdi, pirate à Eyl, une petite ville côtière de la région semi-autonome du Puntland, en Somalie. Abdi est l'un des quelque 1 500 pirates écumant l'océan Indien et le golfe d'Aden, qui relie la mer Rouge à l'océan Indien.

Ces jeunes gens, dont certains sont d'anciens pêcheurs, et beaucoup d'autres des gardes du corps ou des miliciens au service des nombreux eigneurs de la guerre et des politiciens, ont étourné des douzaines de bateaux et pris des centaines de personnes en otages, gagnant ainsi des millions de dollars en rançon. Au Puntland, l'"économie des pirates" est si puissante que l'Etat est en passe de devenir un Etat criminel. Mais les habitants d'Eyl apprécient ces "criminels", des héros à leurs yeux.

Zeynab Abdi, 58 ans, la grand-mère du quartier, aime les pirates. Ils l'aident, dit-elle, et s'occupent de ses quatre petits-enfants, orphelins à cause de la guerre civile qui dure depuis des décennies dans ce pays. *"Depuis que les pirates sont aux commandes, nous vivons dans de meilleures conditions. Lorsqu'ils gagnent de l'argent, cela me permet de nourrir mes petits-enfants"*, ajoute-t-elle.

Pour Zeynab Abdi, se rendre le matin à Eyl et s'informer sur les nouveaux bateaux

détournés dans les eaux de l’Afrique de l’Est est désormais devenu une routine.

Anab Farah, 26 ans, est une jeune femme d’affaires. Elle a trouvé un filon : traiteur pour les otages que détiennent les pirates dans plusieurs lieux. Elle prépare trois repas quotidiens pour chaque otage et les remet aux gardiens sous forme de plats à emporter. *“Les pirates sont très utiles à mon activité. En quelques jours, je gagne 400 dollars américains [environ 310 euros]. Je vais m’offrir une voiture très bientôt”*

, affirme-t-elle, avant d’entonner une chanson devenue très populaire ces derniers temps :

“Ya kale, ya kale oo Somalidu dandeeda kafinkara oo aan aheyn burcaat badhet”

(“A part les pirates, qui d’autre pense à notre situation critique en tant que Somaliens ?”).

Abdullah Abdi et ses collègues pirates ont également investi dans les maisons et les bâtiments à usage public qui sortent de terre le long de la ligne de côte d’Eyl.

Bien qu’ils gouvernent par la force et aient tendance à épouser les plus belles femmes – souvent de très jeunes filles du pays –, une bonne partie des habitants leur sont reconnaissants, car ils revitalisent l’économie de la région. En plus, ces groupes bien organisés assurent une relative sécurité aux populations dans cette zone de non-droit.

“Ils sont nos garde-côtes. Pendant plusieurs années, les bateaux étrangers ont laissé des détritiques dans nos eaux, les ont pollués et en ont épuisé les poissons. Quelqu’un doit les surveiller et ce sont les pirates qui le font”, défend Halima Hassan, 15 ans, récemment mariée à un pirate. Elle dit être heureuse avec la fortune de son mari Hassan, un pirate de 70 ans.

D’après plusieurs sources locales, la bande de pirates de Mohamed Hassan “Afweyne” et de son fils Abdikadir Abdi, qui opère depuis la Somalie centrale, a détourné sept bateaux au cours de la seule année 2009. Nos sources ont pu nommer cinq des sept navires et préciser les dates de détournement ; le bateau de croisière Ship Indian Ocean Explorer le 2 avril 2009, le vraquier Ariana le 2 mai, le bateau de pêche Alakrana le 2 octobre, le porte-conteneurs Kota Wajar le 15 octobre et le vraquier Xin Hai le 19 octobre. Les rançons varient de 77 000 euros à 7 millions d’euros, avec une moyenne de 700 000 euros. Cette bande de pirates a reçu plus de 6 millions d’euros en 2009.

Selon le Groupe de contrôle de l’ONU sur la Somalie, il y a au moins sept gangs de ce type

qui, annuellement, empochent grâce à leur activité de piraterie des profits avoisinant les 38 millions d'euros. En comparaison, les projets d'aide au développement en Somalie financés par le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour créer des emplois ou aider l'agriculture et l'élevage s'élevaient en 2009 à 3,5 millions d'euros, tandis que le budget total du gouvernement du Puntland pour la même année atteignait 13,5 millions. Les pirates sont donc de toute évidence la force économique la plus puissante de la région, si bien que le gouvernement lui-même a commencé à puiser dans les gains des pirates. Toujours selon le Groupe de contrôle de l'ONU (dans son rapport du 10 mars 2010), *"plus de 30 % des versements ont été retenus par les fonctionnaires du gouvernement du Puntland"*

Le microcrédit du contrebandier

Dans l'ouest du continent africain, sur une autre côte, dans la région lagunaire de Porto-Novo, au Bénin, Justin Godonou, un électricien de 35 ans, semi-qualifié, est tout aussi reconnaissant que les Somaliens de Puntland à son bienfaiteur : Joseph Midodjiho, un contrebandier d'essence. Godonou, comme des centaines d'autres, transporte des bidons d'essence dans les bateaux de Midodjiho depuis les villes situées à la frontière avec le Nigeria, riche en pétrole. C'est une sale besogne. L'odeur de l'essence est si forte qu'il est difficile de respirer. L'essence passée en fraude, non raffinée donc, est très polluante.

La Nouvelle Gazette, Cotonou